



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination,
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 2025/ICPE/016
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
EARL BODIGUEL Le Pont Esnault à Guémené Penfao**

LE PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

VU la décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles et de porcs ;

VU le code de l'environnement et notamment le livre V de la partie législative et réglementaire relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement en particulier ses articles L.181-1, L.181-2, L.18-3, L.181-14, R.181-46, L.512-7-2, 122-2 et son annexe ;

VU le code des relations avec le public et l'administration ;

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000, modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le récépissé de déclaration en date du 21 août 1992 concernant l'exploitation d'un élevage de volailles de chair de 18000 dindes au nom de Monsieur LEGENDRE Michel au lieu-dit « Le Pont-Esnault » sur la commune de GUÉMENE PENFAO ;

VU le récépissé de déclaration en date du 5 mars 1996 concernant l'exploitation d'un élevage de volailles de chair de 54000 animaux-équivalents au nom de l'EARL DES GUINIERS, successeur de Monsieur LEGENDRE Michel, au lieu-dit « Le Pont-Esnault » sur la commune de GUÉMENE PENFAO ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 février 2009 autorisant Monsieur BODIGUEL Patrick à exploiter un élevage de 54000 animaux équivalents volailles au lieu-dit « Le Pont-Esnault » sur la commune de GUÉMENE PENFAO ;

VU l'accusé de réception du 3 février 2014 concernant la poursuite de l'exploitation d'un élevage de 63530 emplacements de volailles au bénéfice de l'antériorité au titre de la rubrique 3660-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis favorable du service des Installations Classées établi en date du 27/11/2019 suite à la demande du 8 octobre 2019 de l'exploitant concernant la création d'un hangar de stockage de fourrage et de matériel sur le site « Le Pont-Esnault » sur la commune de GUEMENE PENFAO ;

VU le rapport d'instruction en date du 27 novembre 2019, relatif au réexamen de l'élevage IED prenant acte des engagements pris par l'exploitant au sujet des conditions de fonctionnement de son élevage situé au lieu-dit « Le Pont-Esnault » sur la commune de GUEMENE PENFAO ;

VU les dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 février 2021 suite à l'inspection réalisée sur place le 11/12/2020 par le service d'inspection des Installations Classées de la DDPP44 ;

VU la transmission par l'exploitant d'un dossier modificatif en date du 12 janvier 2022 annexé d'une demande de changement d'exploitant de Monsieur BODIGUEL Patrick au bénéfice de l'EARL BODIGUEL ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 15 avril 2022 ;

VU l'arrêté de levée de mise en demeure du 17 janvier 2025 ;

VU le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires transmis à l'exploitant pour observation par courrier du 15 janvier 2025 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant suite à cette transmission ;

Considérant que le projet présenté par l'exploitant dans son dossier déposé le 12/01/2022 concerne notamment l'actualisation par l'abandon du plan de gestion des déjections d'un élevage de volailles autorisé et situé au lieu-dit « Le Pont Esnault » à GUEMENE-PENFAO sans modification de l'effectif par le transfert des litières vers la Société Coopérative du Lac autorisée pour la fabrication de supports de cultures pour champignons ;

Considérant que le projet présenté par l'exploitant prévoit la poursuite du fonctionnement d'un forage existant précédemment réglementé par l'arrêté préfectoral du 6 février 2009, sans modification du cheptel ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2009 D2/B3-179 en date du 22 juillet 2009 autorisant la fabrication d'engrais et de supports de cultures par compostage mis en œuvre par la Société Coopérative Agricole du Lac dispensent l'EARL BODIGUEL de la mise à jour d'un nouveau plan d'épandage annexé fonctionnement de l'élevage ;

Considérant que l'ensemble des modifications présentées par l'exploitant dans son dossier déposé le 12/01/2022 :

- ne constituent pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2 ;
- ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 par l'encadrement actualisé de son fonctionnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que le transfert des effluents fait l'objet d'une traçabilité documentaire ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRETE

TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DES MODIFICATIONS

Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

« L'EARL BODIGUEL, dont le siège social est situé au lieu-dit « n°12 Le Sutz » à AVESSAC, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des actes antérieurs qui demeurent applicables, à poursuivre l'exploitation de don élevage de volailles sur le territoire de la commune de GEMENE PENFAO au lieu dit « Pont Esnault ».

Article 1.1.2 : Modifications et compléments apportées aux prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 février 2009 susvisé est supprimé et remplacé par celles du présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	A, E ou D*	Rubriques ICPE	
3660-a	A (> 40000 emplacements)	Élevage intensif de volailles : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	63530 emplacements
1530	Non Classé	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	< 1000m ³
4718	Non Classé	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	3,4T

Au sens de l'article R.515-61, la rubrique principale est la rubrique 3660-a relative à l'élevage intensif de volailles et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document du bref élevage.

(* A : autorisation)

Article 1.2.2 : Liste des équipements visés par une rubrique de la loi sur l'eau :

Prélèvements

1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	D
---------	---	---

D : Déclaration

L'exploitant est autorisé à prélever un volume annuel d'environ 2000 m³ par le forage présent sur la parcelle ZS n°85.

L'eau prélevée est destinée à l'abreuvement des animaux et au lavage des bâtiments.

Ce forage doit par ailleurs répondre aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 applicable aux forages relevant de la rubrique 1110 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993 modifié, et notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête de forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0,3m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique fonctionnel doit être maintenu en fonctionnement permanent ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois par an au 31 mars et au 1^{er} novembre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe .

Un prélèvement d'eau provenant de cet ouvrage est analysé par un laboratoire agréé indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : ammoniac, nitrates et bactériologie (E.Coli et Entérocoques). Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à la disposition des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques. L'abandon doit être signalé au service chargé des installations classées.

Article 1.2.3 : Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes:

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
GUEMENE PENFAO « Le Pont Esnault »	volailles	ZS	40 - 85

Article 1.2.4 : Consistance des installations autorisées

Les installations citées à l'article 1.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation l'établissement annexé au présent arrêté.

Le tiers le plus proche (ancien exploitant) demeure situé à 80 mètres d'une annexe de l'installation classée (hangar à paille et matériel).

CHAPITRE 1.3 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE MODIFICATION D'UNE INSTALLATION SOUMISE A AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, et notamment la version finalisée déposée le 12 janvier 2022.

CHAPITRE 1.4 – DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant trois années consécutives, sauf force majeure.

CHAPITRE 1.5 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1 : Modifications apportées aux installations

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations d'élevage avicole, à leur mode d'exploitation ou au voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2 : Transfert vers un autre établissement

Tout transfert sur un autre établissement des installations visées au chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 1.5.3 : Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.5.4 : Cessation d'activité

Après l'arrêt définitif des installations, le site est remis en état dans les conditions prévues dans le cadre de la demande de modification.

L'exploitant notifie au préfet la date de l'arrêt définitif trois mois au moins avant celui-ci conformément aux dispositions prévues par les articles R.512-39-1 à R.512-39-6. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- l'évacuation des produits dangereux, et pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un état d'usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R.512-39-2 et R.512-39-3.

CHAPITRE 1.6 – RESPECT DES AUTRES RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression, le code rural et de la pêche maritime. Le droit des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

CHAPITRE 1.7 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES

Article 1.7.1 : Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- Arrêté ministériel du 27/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- conclusions sur les meilleures techniques disponibles issues du BREF élevage intensif conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 03/03/21 modifiant l'arrêté du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques nos 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.7.2 : Meilleures techniques disponibles

L'exploitant met en œuvre sur son site d'élevage les meilleures techniques disponibles conformément aux éléments du dossier de réexamen aux engagements pris lors de l'instruction finale en date du 27 novembre 2019.

Article 1.7.3 : Compléments, renforcement de prescriptions

Les prescriptions générales qui s'appliquent s'appliquent à l'établissement pour son exploitation sont complétées et renforcées par celles du titre 2 « prescriptions particulières » du présent arrêté.

TITRE 2 : PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES

CHAPITRE 2.1 : COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, les prescriptions générales aux installations sont complétées par les articles 2.1.1 à 2.1.6 ci-après.

Article 2.1.1 : Protection contre l'incendie :

Défense extérieure :

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) de l'établissement est assurée par la présence d'un poteau incendie à 200m de l'établissement situé au lieu-dit « Le Pont Esnault ».

L'exploitant tient à la disposition du service des installations classées la justification du débit du poteau incendie de 60m³/h.

Défense intérieure :

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Article 2.1.2 : Gestion de l'ambiance des bâtiments d'élevages

L'exploitant prend les dispositions pour assurer une ventilation correcte dans les poulaillers lors de la présence des animaux afin de garantir une bonne ambiance dans les bâtiments.

L'exploitant veille en permanence à l'absence de fuite d'eau sur les litières et s'assure de la qualité d'un paillage de qualité.

Un nettoyage et dépoussiérage complet des dispositifs de ventilation le cas échéant est réalisé à chaque fin de lot.

Le lavage des murs et plafonds est effectué pendant les périodes de vide sanitaire.

Article 2.1.3 : Stockage des cadavres

Les cadavres de volailles sont ramassés quotidiennement et stockés dans un équipement réfrigéré à température négative dans l'attente de leur enlèvement par le service d'équarrissage.

Les cadavres sont entreposés à l'entrée principale du site de l'établissement dans un bac d'équarrissage fermé au maximum 24h avant leur enlèvement.

Un entretien rigoureux (nettoyage et désinfection) du bac d'équarrissage doit être mis en œuvre par l'exploitant après chaque enlèvement des cadavres afin de limiter le risque de prolifération de mouches et d'odeurs.

L'exploitant conserve les justificatifs des enlèvements de cadavres effectués, lesquels sont tenus à la disposition du service d'inspection des installations classées.

Article 2.1.4 : Reprise des effluents solides

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents agricoles en provenance de ses activités : (fumier, eaux souillées).

Les fumiers sont intégralement évacués vers une station de compostage agréée directement acheminés par camions en sortie des bâtiments.

Une partie des eaux de lavage (murs et plafond) en fin de lot sont collectées par les litières avant leur retrait du bâtiment.

		Production totale	
Type d'effluents ou de déjections	Volume produit annuellement	N	P ₂ O ₅
Fumier	350T	10202 kg	8088 kg

Le stockage sur le site des litières est interdit en l'absence de fumière adaptée pour leur stockage.

La sortie des effluents bruts fait l'objet d'un enregistrement des quantités (en tonnes) des litières transférées vers les établissements destinataires agréés.

Ce document assure la traçabilité des lots d'animaux produits sur l'établissement par bâtiment est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.

Article 2.1.5 : Gestion des effluents liquides

Les effluents liquides (eaux de lavage en provenance du sas sanitaire, bacs d'équarrissage) sont collectés et stockés dans une fosse dédiée.

Son contenu est vidangé autant que nécessaire par un vidangeur agréé. L'épandage des effluents liquides sur la parcelle du site de l'établissement est interdit.

Les justificatifs d'enlèvements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.6 : Équipements et matériels abandonnés

Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

TITRE 3 : MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 3.1. : Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette - CS 24 111 - 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article [L. 181-3](#), dans un délai de **deux mois** à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues de l'article [R. 181-45](#) ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture **prévue au même article**.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Article 3.2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant ou son représentant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra indépendamment des sanctions pénales encourues, être fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 3.3 : Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Guémené Penfao et peut y être consultée. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Guémené Penfao, pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de la Loire-Atlantique – direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée minimale de quatre mois et sur le site :

[https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>](https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/)

Article 3.4 : Exécution

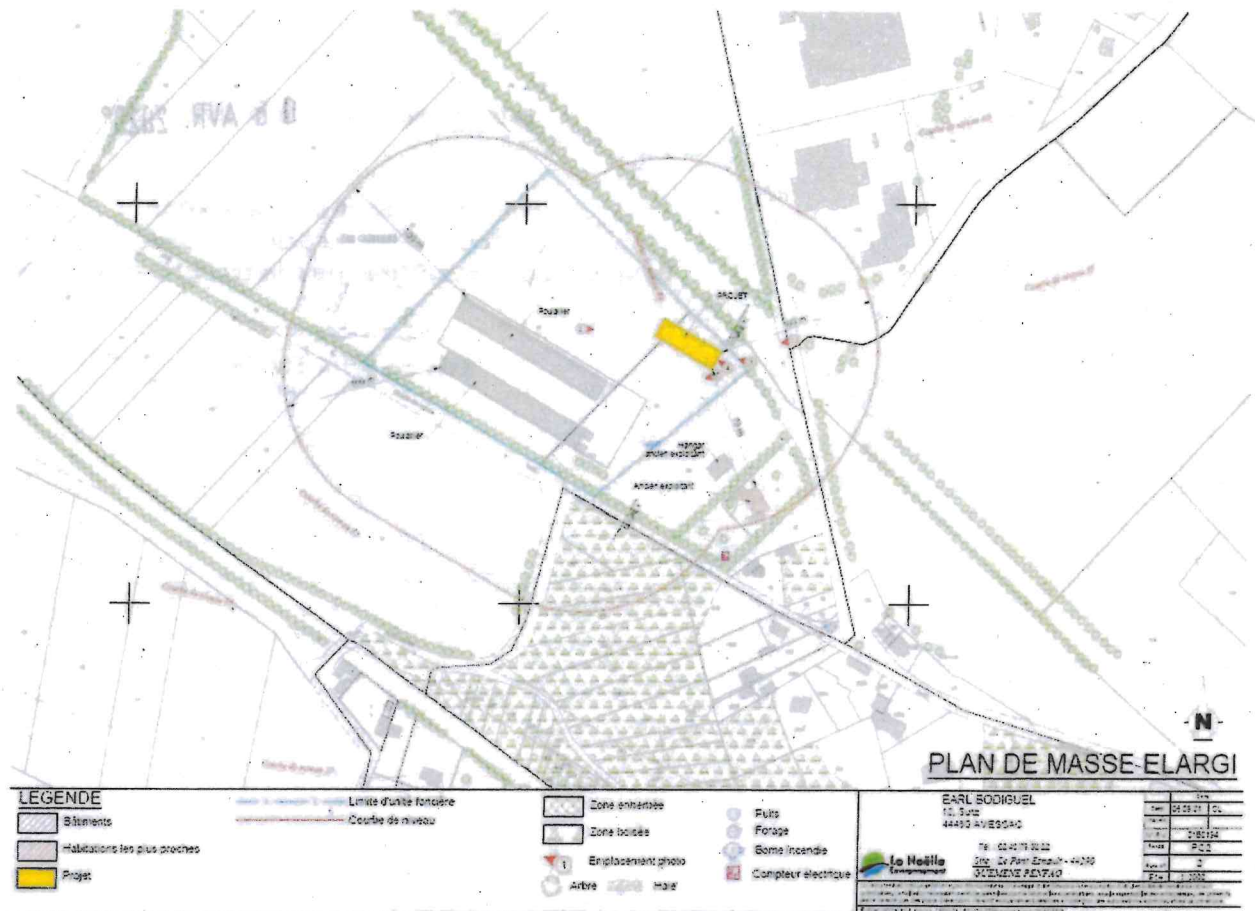
Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis, la maire de Guémené Penfao et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Nazaire, le 08 AVR. 2025

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Saint-Nazaire,
Suppléant du Sous-Préfet de Châteaubriant-Ancenis,


Eric de WISPELAERE

ANNEXE



VU pour être annexé à mon arrêté du : **08 AVR. 2025**

Châteaubriant, le **08 AVR. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Saint-Nazaire,
Suppléant du Sous-Préfet de Châteaubriant-Ancenis,

Eric de WISPELAERE

